



Conseil d'Administration du 30 septembre 2022 **Résumé exécutif (approuvé par le CA du 1^{er} décembre)**

La réunion du Conseil d'administration du Pacte mondial Réseau France s'est tenue le vendredi 30 septembre 2022 en présentiel à Paris. Le Président a ouvert la séance en présentant les récentes déclarations d'Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, sur les différentes crises affectant l'équilibre international et le besoin essentiel d'assurer la survie des Objectifs de développement durable. Le Président mentionne également la présence du Réseau France, représenté par le Délégué général, lors des événements organisés par l'UNGC en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

La séance débute par la formalité administrative de l'approbation du compte-rendu du Conseil d'administration du 16 juin 2022. Le Conseil d'administration approuve ensuite formellement la feuille de route 2022-2023 du Réseau France, qui avait été détaillée lors de la précédente séance.

Des points de gouvernance sont ensuite abordés, avec la création d'un tableau des liens d'intérêts pour les entreprises exerçant un mandat au nom du Pacte mondial Réseau France, répondant à un besoin de transparence décrits dans nos statuts et demandés par le siège. Le Conseil approuve la mise en place de ce tableau ; seuls les mandats des administrateurs sont rendus publics. Le Président propose ensuite une mise à jour du règlement intérieur et de la charte éthique, ceux-ci étant anciens, avec comme échéance l'Assemblée générale 2023. Une charte des entreprises ambassadrices sera également remise aux entreprises concernées, à l'issue d'un séminaire dédié suivant cette réunion. Enfin, sur le renouvellement des administrateurs, 6 entreprises arrivent à la fin de leur premier mandat de 3 ans : conformément aux nouveaux statuts, il est proposé de les renouveler pour 3 ans supplémentaires. Une entreprise arrive à la fin de son mandat maximal (CETUP) : un poste est donc à pourvoir. Le Président propose le renouvellement du mandat de Trésorier comme les statuts le prévoient. Un appel à candidature diffusé auprès de membres.

Le Délégué général présente les derniers recrutements dans l'équipe permanente qui permet de répondre à l'augmentation du volume d'activités. Le Conseil salue cette dynamique interne et se réjouit de l'animation du Réseau. Le Trésorier présente un état des lieux des finances, avec des dépenses conformes aux prévisions. Le Président souligne la qualité de la gestion financière de l'Association. Le Délégué général effectue ensuite un point d'actualité sur les différents programmes en cours ou à venir : l'accélérateur *Target Gender Equality*, l'accélérateur Droits humains ainsi que l'accélérateur PME, initiative du Réseau France. A la demande du siège, le Réseau France assurera la gestion administrative du Programme pour une éducation responsable (PREME) pour la France-Benelux.

Laurence Capossele

Secrétaire